

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations entre la France et le Brésil, à Sao Paulo le 12 décembre 2013.

Mesdames, Messieurs,

Vous êtes encore là ! Nous nous posions des questions ! Est-ce qu'il y en aura encore qui nous attendrons ? Nous avons pris beaucoup de retard et je voulais vous exprimer toutes nos excuses. Un retard dû à une bonne cause, car nous étions à Brasilia depuis ce matin. Nous y avons été reçus par la Présidente Dilma ROUSSEFF. Nous avons signé de nombreux accords.

Ici, il y a sept Ministres du Gouvernement. Je ne sais pas comment la France est dirigée mais cela a l'air d'être encore supportable pour l'instant ! Nous avons deux Présidents de région, nous avons de nombreux chefs d'entreprise qui nous ont accompagnés plus d'une soixantaine et de nombreux universitaires. Nous avons signé des accords importants dans de nombreux domaines : énergie, transports, satellites, universités. Nous avons eu un forum économique avec des chefs d'entreprise brésiliens.

Puis je vous raconte la journée pour que vous compreniez bien pourquoi nous sommes en retard nous avons eu un long déjeuner d'Etat avec des discours. Puis nous nous sommes rendus à l'université de Brasilia. Nous avons pu y constater qu'il y avait de nombreux étudiants brésiliens qui allaient travailler à Paris, à Toulouse, à Rennes, dans bien des universités françaises, et de nombreux Français qui étaient également dans l'université de Brasilia.

J'ai rencontré également le Président LULA, avec lequel j'ai des relations depuis longtemps. Je me souviens d'une époque, qui paraît bientôt très ancienne, où nous allions à Porto Alegre pour des forums, où lui-même était le Président du Parti des Travailleurs et moi-même le premier secrétaire du Parti socialiste. Les choses sont allées très vite puisque, lui, il est devenu Président en 2002.

Au terme de cette journée, je voulais qu'il y ait cette rencontre avec la communauté française, ici, à São Paulo. Je remercie l'Ambassadeur et le Consul général de nous avoir prêté cette salle, ici dans cet hôtel, puisque vous êtes la communauté la plus importante du Brésil : pas moins de 10 000 ! Tous ne sont pas inscrits, mais il n'y a pas besoin d'être inscrits pour être Français. Vous faites en sorte de rayonner la France, ici, à São Paulo.

Il y a près de 2 millions de nos compatriotes qui vivent à l'étranger. C'est considérable. Nous avons vocation à leur parler, chaque fois que je suis en déplacement ou qu'un ministre se trouve, comme l'on dit, « à l'étranger ». Ici, au Brésil, vous êtes 30 000, plus de 10 000 ici à São Paulo. Vous êtes une communauté très diverse, il y a des représentants d'entreprise, des salariés expatriés, des chercheurs, des universitaires, des enseignants, des fonctionnaires, des étudiants je vous vois tous ici rassemblés et aussi des doubles nationaux. Vous êtes venus parfois il y a très longtemps, ici, à São Paulo au Brésil. D'autres depuis peu de temps. Certains ont vocation à rester toute leur vie peut-être, d'autres reviendront. Bref, il y a là la diversité qui fait la vitalité de la communauté française.

Il y a aussi, de votre part, une confiance que vous avez accordée au Brésil et qui est sans doute l'une des raisons de votre venue ici. Confiance dans le dynamisme de la population brésilienne - je rappelle qu'elle est la 5ème du monde -, dans son économie - la 7ème de la planète -, dans sa culture, dans la richesse de ses territoires. Bref, vous avez voulu vivre ici au Brésil.

Il y a, entre la France et le Brésil, une relation historique. Je m'en amusais cet après-midi. Le Ministre de l'Éducation, qui nous recevait dans l'université, nous rappelait les liens multiples, les

ministre de l'Éducation, qui nous recevait dans l'université, nous rappelait les liens multiples, les philosophes des Lumières qui ont inspiré les Brésiliens comme beaucoup d'autres. Il nous rappelait également la Révolution française qui a inspiré d'autres révolutions. Il nous disait même que Napoléon avait eu un rôle essentiel au Brésil, non pas parce qu'il y serait venu, mais parce qu'il aurait permis à Don Juan de venir, ici au Brésil, et de vous laisser la Garde impériale, qui est maintenant la Garde républicaine. Il y a cette histoire mêlée avec des intellectuels nombreux qui sont venus enseigner, ici, au Brésil. Dans la période d'exil du Brésil - on l'oublie : le Brésil a été une dictature - la France a également été un pays d'accueil. Beaucoup de Brésiliens nous expriment encore leur reconnaissance.

Depuis, c'est l'économie qui nous unit. La France est présente au Brésil à un niveau significatif. Pas encore au niveau que nous voudrions, mais il y a déjà 600 entreprises qui sont installées au Brésil, 300 entreprises françaises dans l'état de São Paulo. Il y a 2 milliards d'euros d'investissement d'entreprises françaises, ici au Brésil, chaque année. Le niveau de nos échanges, encore insuffisant, est néanmoins de 9 milliards d'euros. Nous avons doublé nos exportations sur les dix dernières années.

Vous y êtes pour beaucoup. Je voulais d'abord vous en remercier et dire que nous pouvons rentrer dans une phase encore plus dynamique. C'est ce que nous avons décidé, avec la Présidente Dilma ROUSSEFF. Au-delà des accords que nous avons signés, nous avons convenu de mettre la priorité sur plusieurs domaines. D'abord dans le domaine de l'énergie : pétrolière puisque l'entreprise Total va être pleinement associée à des exploitations et des explorations et nucléaire car il y a eu un accord important entre Areva et l'entreprise qui veillera à installer une centrale nucléaire, ici, au Brésil. Le nucléaire est une source aujourd'hui peu importante dans la production d'électricité mais elle a vocation à être amplifiée.

Nous avons un autre domaine : celui des transports, notamment pour les métros, les tramways, les TGV, même les téléphériques. Nous sommes capables de tout fournir. Il y a de nombreuses entreprises qui sont présentes dans ce secteur. Dans le domaine de la ville durable : l'eau, l'assainissement, tout ce qui permet l'aménagement des villes. Enfin, dans les nouvelles technologies. Parce que entre la France et le Brésil, il y a cette idée simple mais décisive que nous devons agir ensemble sur les technologies et les partager. Ce qui fait le plus souvent la différence entre une offre française et une offre étrangère pour venir au Brésil, c'est la volonté de notre part de partager la technologie.

Alors comment faire ? D'abord, en ayant ces présences d'entreprise, mais aussi ces coopérations universitaires et scientifiques. Ici, les nombreux Ministres ont permis qu'il y ait des relations plus intenses dans le domaine de l'agroalimentaire, dans le domaine sportif même, dans le domaine de la justice, dans tous les domaines, pour partager nos expériences. Et puis, il y a vous, la communauté française qui permet de relayer ce que nous faisons, nous, au niveau des États. Néanmoins, il y a une contrepartie : nous vous devons une solidarité, une présence. C'est le rôle de l'ambassade, des services consulaires. C'est aussi le rôle des établissements scolaires, ici au Brésil, et notamment du lycée Pasteur à São Paulo. Nous avons la volonté d'améliorer encore l'offre éducative. J'étais à Brasilia ce matin où il y aura un nouveau lycée qui prendra la place d'un établissement qui existe déjà mais qui aura doublé sa capacité. Ici même, à São Paulo, nous sommes également prêts à augmenter l'offre éducative par un accueil plus important. Il y a aussi les Alliances françaises que je veux saluer pour leur rôle. Il y a ce que nous pouvons faire pour assister nos compatriotes qui sont dans la difficulté. Il y a tout ce que nous pouvons faire, ensemble, lorsque nous sommes solidaires.

Je veux terminer par là. Le Brésil a confiance dans son avenir. C'est ce qui frappe ceux qui y vivent et ceux qui le visitent. Il a supporté et subi des épreuves, des crises. Mais il regarde l'avenir avec optimisme. C'était d'ailleurs le mot utilisé, tout à l'heure, par le Président LULA en disant : il faut être optimiste. Nous le sommes au Brésil ! Il nous regarde avec, peut-être, un peu plus de compassion au niveau de l'Europe : « pourquoi vous n'êtes pas plus confiants dans vos propres ressources ? Parce que vous seriez de vieilles Nations ? Que vous auriez des doutes ? Alors que nous qui venons parfois du sous-développement, de la misère, de la pauvreté, nous avons pourtant confiance dans notre destin ! »

C'est une leçon que nous devons entendre. S'il y a une convergence entre le Brésil et la France, c'est parce que nous avons le sentiment que nous appartenons à une Nation qui a un message universel. Le Brésil prend conscience de sa puissance, pas simplement en Amérique latine, mais partout dans le monde. C'est une puissance émergente, mais une puissance qui veut être reconnue comme un acteur international. La France, elle, vient d'une longue histoire, elle a un statut, elle est membre permanent du Conseil de sécurité ce que le Brésil voudrait bien être lui-même ! Nous avons également une diplomatie, une défense, une économie. Nous devons alors avoir davantage de confiance en nous-mêmes.

En Europe, il y a eu une crise qui n'a d'ailleurs pas été spécifique à l'Europe. Mais nous en sommes sortis. Dans quelques jours, il y aura un Conseil européen qui va parapher, sceller ce que l'on appelle l'Union bancaire, c'est-à-dire que ce qui a été la cause de la crise. Le comportement des banques et de certains établissements, va être prévenu, guéri, traité, résolu, grâce à cette Union bancaire qui s'ajoutera d'ailleurs à l'Union monétaire, à l'Union budgétaire, pour permettre à la zone euro d'être plus solide.

L'Europe sera, sans doute, à la fin de cette crise je pense que nous en sommes arrivés au dénouement plus forte que ce qu'était cette même zone euro au début de la crise. Nous avons retrouvé de la croissance, elle est timide, mais elle n'est pas beaucoup plus forte au Brésil. Elle sera plus forte et nous avons intérêt à ce qu'elle soit plus forte. Mais en Europe, nous devons retrouver une dynamique d'investissement, de compétitivité et donc de croissance.

La France connaît depuis des années un chômage élevé, des déficits importants, à la fois de ses finances publiques, de son commerce extérieur, qui parfois peuvent nous démoraliser. Enfin, pas nous, pas vous Mais, enfin, certains Cela peut arriver ! Avec le doute qui s'installe : est-ce que l'on va réussir ? Est-ce que l'on va s'en sortir ? Est-ce que ce n'est pas trop dur ? Est-ce que le temps n'est pas passé pour la France ? Est-ce que l'on ne serait pas dans le déclassement, le déclin ?

L'idée du déclin, c'est une vieille idée. Elle est presque aussi vieille que la France. On s'est toujours posé la question de savoir si cela en était terminé de notre influence. Eh bien, non, parce que c'est une course qui n'est jamais terminée, qui n'est jamais finie.

Alors, je le disais : le Brésil et la France ont des responsabilités internationales. Nous avons une vision du monde, nous avons aussi une fierté qui fait que nous sommes parfois jugés d'orgueilleux par ceux qui ne nous connaissent pas. Mais nous voulons changer le cours du monde. Nous voulons un nouvel ordre international, nous voulons qu'il y ait des règles. C'est ce qui nous unit, Brésil et France. Et aussi une certaine conception de la solidarité et du message universel que nous pouvons porter, en ce moment même.

Je voulais vous en dire quelques mots parce que c'est ma responsabilité. Les soldats français sont en Centrafrique, pays pauvre, pays déchiré, pays meurtri depuis tant d'années. Beaucoup peuvent se dire : mais qu'est-ce que nous allons faire là-bas ? Est-ce que nous y avons des intérêts ? Non. Est-ce que nous y avons une histoire ? Oui. Est-ce que nous y avons une communauté de destins ? Ce n'est pas sûr.

Alors pourquoi être en Centrafrique ? Parce que si la France n'y était pas au nom des Nations Unies puisqu'il y a un mandat qui a été confié, à une force africaine que nous appuyons, par le Conseil de sécurité des Nations Unies qui pourrait y être ? Personne. Et si la France n'y était pas, qu'est-ce qui se passerait en Centrafrique ? Ce qui s'est déjà produit : des massacres, des exactions dont comme toujours, dans ces conflits, les femmes et les enfants sont les premières victimes. Qu'est ce qui se passerait ? Une confrontation, déjà hélas avérée, entre les religions, entre les musulmans qui se sentent menacés, en ce moment même, pour leur vie et des chrétiens qui se sont sentis floués, humiliés et parfois eux-mêmes agressés.

Si nous n'y étions pas, y aurait-il des Africains présents en Centrafrique pour aider ce pays ? Ce n'est même pas sûr. C'est d'ailleurs la raison qui a justifié ces derniers jours avec le Ministre des Affaires étrangères Laurent FABIUS et le Ministre de la Défense Jean-Yves LE DRIAN nous ayons, avec les Africains, décidé d'une force d'action rapide pour l'Afrique.

C'est le message que je voulais aussi vous donner. Vous êtes loin de l'Afrique, vous êtes loin de

la France. Et pourtant, vous devez être solidaires de ce qui s'y produit et fiers de ce que la France peut faire.

Quand nous nous y sommes rendus, il y a quelques jours c'était après l'hommage pour MANDELA nous avons été présents sur le camp militaire français qui est à l'aéroport. J'y ai vu des soldats. D'abord deux qui étaient morts dans la nuit-même qui avait précédé notre venue. Deux soldats l'un de 22 ans, l'autre de 23 ans qui avaient donné leur vie pour une cause, celle de sauver d'autres vies. J'ai vu d'autres soldats encore vivants, heureusement vivants frappés par ce drame, du même âge 20 ans, 22 ans qui partaient en mission dans la nuit même. Autour de l'aéroport, il y a 40 000 personnes qui se sont entassées. Parce qu'elles ne savent pas où aller. Elles regardent le drapeau français comme s'il pouvait, à lui seul, être une protection. Ces soldats sont sortis pour assurer la sécurité. Je leur ai exprimé ma gratitude. Bien sûr, j'ai pris la décision de les y envoyer. C'est une décision grave. Le Parlement a été informé, il sera bientôt consulté selon les règles de la Constitution. Mais au-delà de la reconnaissance il y avait de la fierté de savoir que la France pouvait être là.

On nous dit : « mais vous êtes les seuls en Europe ! ». Nous ne sommes pas la première économie d'Europe. Nous travaillons à le devenir, grâce à vous. Il n'y a pas de positions acquises. Il y a 10 ans, le pays le plus malade de l'Europe, c'était l'Allemagne. Vous avez vu le chemin qui a été fait ! Cela a supposé une mobilisation. L'économie nous devons donc travailler ensemble à ce qu'elle soit la plus vigoureuse possible.

Mais au-delà de l'économie, il y a la politique. Ce qui fait que la France est la France, c'est qu'en Europe, c'est elle qui a une responsabilité éminente. Si elle peut être cette grande Nation qui apporte la paix et la solidarité, elle le doit aussi à tous les Français qui vivent comme l'on dit « à l'étranger ».

Au terme de ma première journée de cette visite d'Etat au Brésil, je voulais vous dire toute ma gratitude pour tout ce que vous faites pour la France. Si le Brésil aime la France, c'est aussi parce que des Français ont décidé de vivre au Brésil. Merci à tous. Vive la République et vive la France !